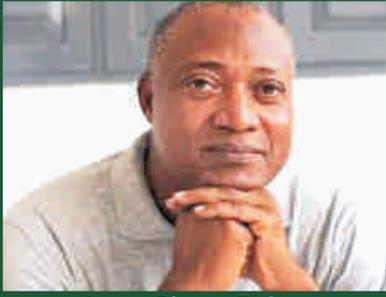


Présidentielle du 25 avril 2015



Jean-Pierre Fabre

**DES SAGES DE L'ANC
DEMANDENT À FABRE DE
CESSER « UNE
CONTESTATION INUTILE » ET
DE RECONNAÎTRE SA DÉFAITE**

P.3

**Contestation des résultats de la
présidentielle**

**LA MAJORITÉ SILENCIEUSE EXHORTE
FABRE ET SES ACOLYTES À FAIRE
COMME « ED MILIBAND, NICK GLEGG ET
FARANGE » EN GRANDE BRETAGNE**

P.5

N° 440 du 13 mai 2015 / Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: La Colombe

Pour tout renseignement,
information ou conseil
contacter le centre d'appel
au N° VERT

8201*

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Faure Gnassingbé

**FAURE GNASSINGBÉ À PROPOS DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA
« LE PLUS DURE EST DERRIÈRE NOUS »**

P.2

**Programme de Gestion Intégrée des
Catastrophes et des Terres**

**UNE ÉTUDE RECOMMANDE LE
RENOUVELLEMENT DE L'ÉQUIPEMENT
DES CENTRES MÉTÉOROLOGIQUES ET
MÉTÉOROLOGIQUES DU TOGO**

P.6&7

Présidentielle du 25 avril 2015

**LA DIASPORA TOGOLAISE EN
AFRIQUE DU SUD PAR LA VOIX
D'HERVÉ TCHOUKUI FÉLICITE
FAURE GNASSINGBÉ POUR
SON ÉLECTION ET FORMULE
DES DOLÉANCES**

P.3



Hervé Tchoukui

SANTÉ : FAURE GNASSINGBÉ À PROPOS DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA

« Le plus dure est derrière nous »

L'épidémie d'Ebola est terminée au Liberia, où plus de 42 jours se sont écoulés sans nouveaux cas signalés.

Une cérémonie officielle s'est déroulée lundi 11 mai 2015 au Centennial Memorial Pavillon de Monrovia en présence du président Faure Gnassingbé, coordinateur de la lutte contre virus pour le compte de la Cédéao. Le chef de l'Etat était accompagné par son chef de la diplomatie, Robert Dussey, par Dédé Ahoéfa Ekoué, la ministre de l'Action sociale, et Ninsao Gnonfam, le ministre des Transports, notamment.

« Aujourd'hui, le peuple libérien et ses dirigeants viennent de



Faure Gnassingbé

démontrer que face aux défis de santé publique, il n'y a pas de fatalité. Nous sommes en effet en mesure d'atteindre les objectifs que nous nous fixons, si nous nous organisons et si nous travaillons ensemble et sans

relâche pour les atteindre, comme le peuple libérien vient de le montrer», a déclaré M. Gnassingbé lors de son intervention.

Il a remercié tous les partenaires internationaux

qui se sont mobilisés avec la Cédéao afin que les pays atteints par l'épidémie ne se sentent pas seuls dans cette dure épreuve.

Depuis le début de l'épidémie en décembre 2013, 11.005 personnes sont mortes au total de la fièvre hémorragique déclenchée par le virus au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone, selon l'OMS. Plus de la moitié des morts ont été enregistrés au Liberia.

Au plus fort de l'épidémie, entre août et octobre dernier, des centaines de cas étaient déclarés chaque semaine, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale.

Aidé par l'armée américaine,

le gouvernement libérien a lancé une campagne nationale de sensibilisation. La maladie se transmet par contact physique.

Le président togolais s'était rendu à Monrovia début février dans le cadre d'une tournée dans les pays touchés.

Malgré la période de 42 jours écoulée, soit deux fois la période maximum d'incubation du virus, Faure Gnassingbé a appelé à la prudence car l'épidémie sévit toujours dans les pays voisins même si les cas avérés ont baissé de manière significative.

Intervention de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, Superviseur de la CEDEAO pour la riposte et de l'éradication du virus EBOLA en Afrique de l'Ouest

A L'OCCASION DE L'ANNONCE OFFICIELLE PAR L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS) DE LA FIN DE L'EPIDEMIE DE LA MALADIE A VIRUS EBOLA AU LIBERIA

Monrovia, le 11 mai 2015

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma profonde gratitude à Son Excellence Madame Ellen Johnson Sirleaf, Président de la République du Libéria, pour l'aimable initiative qu'elle a prise de m'associer à la présente cérémonie. Je voudrais également remercier tout le peuple libérien pour son accueil chaleureux et son sens de l'hospitalité que j'ai aujourd'hui, l'occasion d'apprécier à nouveau.

J'en saisis l'occasion, pour saluer à travers son représentant ici présent, le Président en exercice de la CEDEAO, Son Excellence Monsieur John Dramani Mahama pour son engagement personnel en faveur de la lutte contre l'épidémie d'Ebola

Au début du mois de février de cette année, j'étais avec vous, ici même à Monrovia, pour vous exprimer ma solidarité et tout le soutien de la CEDEAO et vous dire combien nous sommes déterminés à rester mobilisés à vos côtés, jusqu'à l'aboutissement de la lutte héroïque que vous avez engagée pour vaincre l'épidémie d'Ebola.

A l'époque l'épidémie était en net recul et notre objectif commun était de poursuivre et d'intensifier la riposte pour non seulement parvenir à « 0 cas Ebola » mais aussi maintenir ce niveau pendant au moins 42 jours.

Depuis samedi, 9 mai 2015, ce double objectif est atteint, consacrant ainsi la fin de l'épidémie d'Ebola au Libéria. Le Libéria vient donc de remporter une grande bataille. Il a réussi à se débarrasser du virus Ebola.

C'est un véritable succès historique ! Nul n'ignore en effet que l'épidémie d'Ebola a pris les allures d'une crise sanitaire planétaire particulièrement coûteuse en vies humaines et qui avait suscité les prévisions les plus pessimistes.

Aujourd'hui, le peuple libérien et ses dirigeants viennent de démontrer que face aux défis de santé publique, il n'y a pas de fatalité. Nous sommes en effet en mesure d'atteindre les objectifs que nous nous fixons, si nous nous organisons et si nous travaillons ensemble et sans relâche pour les atteindre, comme le peuple libérien vient de le montrer.

C'est pourquoi au nom du mécanisme de coordination et de supervision de la CEDEAO pour la riposte contre l'épidémie d'Ebola, je tiens en cette heureuse circonstance, à renouveler mes sincères et chaleureuses félicitations à Son Excellence Madame

Ellen Johnson Sirleaf, pour le leadership exceptionnel dont elle a fait preuve tout au long de cette épreuve douloureuse que le peuple libérien vient de traverser.

Mes mots de remerciement s'adressent également au peuple libérien qui a su prendre toute la mesure des enjeux, en suivant avec discipline les consignes des agents de santé, rendant possibles les résultats que nous connaissons aujourd'hui.

J'ai naturellement une pensée toute particulière, pour les personnels soignants qui ont payé un lourd tribut à la lutte contre l'épidémie d'Ebola et dont les immenses sacrifices sont aujourd'hui récompensés.

Bien entendu, le succès que nous célébrons aujourd'hui n'aurait pas été possible sans le précieux concours de tous les partenaires internationaux qui se sont mobilisés avec la CEDEAO afin que les pays atteints par l'épidémie ne se sentent pas seuls dans cette dure épreuve.

Distingués invités,

Mesdames et messieurs,

Nous pouvons dire aujourd'hui que le plus dur est derrière nous. Les efforts, la persévérance et la ténacité du peuple libérien ont eu raison de cette épidémie qui apparaît d'ores et déjà comme l'une des plus meurtrières de ce début de millénaire. Mais alors que nous célébrons une victoire amplement méritée, nous n'oublions jamais les destins brisés et les milliers de vies humaines que cette épidémie nous a coûtées pour toujours. Nous sommes conscients de dégâts importants qu'elle a causés dans nos sociétés et nous ne perdons pas de vue les défis immédiats qu'il nous reste à relever.

Tant que l'épidémie d'Ebola n'aura pas été totalement éradiquée dans l'ensemble de la région ouest-africaine, nous ne serons pas définitivement à l'abri et notre victoire restera somme toute provisoire. Après les 14 mois de cauchemar que le Libéria vient de traverser, l'on n'insistera jamais assez sur la nécessité de rester vigilants et en alerte permanente.

Permettez-moi dans cette optique de saisir l'occasion qui m'est offerte ce jour, pour lancer un appel à un regain de solidarité et à un engagement soutenu en faveur de la Guinée et de la Sierra-Léone, deux pays voisins du Libéria qui poursuivent inlassablement le combat pour l'éradication totale de l'épidémie d'Ebola. Les

rapports épidémiologiques dans ces deux pays sont certes encourageants, mais nous ne sommes pas encore au bout de nos efforts. Nous ne pouvons pas baisser la garde tant que l'objectif « zéro cas Ebola » ne sera pas atteint en Guinée et en Sierra-Léone.

Par ailleurs, il me paraît nécessaire de rappeler que l'arrêt des contaminations au Libéria ouvre un nouveau chapitre tout aussi exigeant: celui de la reconstruction post-Ebola.

Dans ce domaine, les défis sont tout aussi importants et requièrent le même degré d'engagement et la même vigilante attention car comme chacun a pu le constater, l'épidémie d'Ebola est bien plus qu'une crise sanitaire.

Le large éventail de ses dégâts collatéraux nous oblige en effet à l'appréhender comme une véritable crise de développement qui mérite une attention internationale soutenue et des efforts de reconstruction multisectoriels.

Ces efforts de reconstruction ne doivent pas viser simplement à restaurer ce qui existait avant Ebola mais à faire beaucoup mieux, notamment pour doter nos pays d'une meilleure capacité à réagir face aux urgences sanitaires.

Les leçons que nous avons tirées de la crise de la maladie à virus Ebola valent pour les autres maladies infectieuses et nous savons désormais que leurs plus grands alliés sont le silence, l'indifférence, la stigmatisation et les réactions tardives.

Nous savons aussi, grâce à l'exemple libérien que les efforts héroïques menés sur le terrain par les populations locales, le Gouvernement, les organisations sous-régionales, les partenaires internationaux et l'ensemble des parties prenantes sont les clefs du succès face aux défis sanitaires. En mettant ensemble le leadership national et les ressources et les capacités externes, nous nous donnons les moyens de réaliser des progrès rapides quel que soit le défi considéré.

C'est pourquoi tout en renouvelant mes chaleureuses félicitations au peuple libérien pour son succès, je vous engage à redoubler d'efforts pour que la lutte contre Ebola reste une priorité pour les responsables politiques, les différents donateurs ainsi que les média.

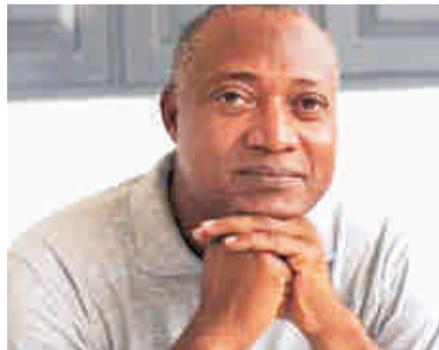
Vive la CEDEAO

Vive la coopération internationale,

Je vous remercie.

Présidentielle du 25 avril 2015 DES SAGES DE L'ANC DEMANDENT À FABRE DE CESSER « UNE CONTESTATION INUTILE » ET DE RECONNAITRE SA DÉFAITE

Les résultats de la dernière présidentielle donnés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) puis confirmés par la Cour Constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, et qui consacrent Faure Gnassingbé gagnant avec 58,77% des votants, continuent par être contestés par Jean-Pierre Fabre, son principal Challenger. Malgré la régularité du scrutin reconnue par les observateurs des grandes institutions internationales, telles, la CEDEAO, la Francophonie, l'Union Africaine, Institut Gorée, ceux de la Société Civile du Togo comme la CNSC, etc..., le candidat de CAP2015, Jean-Pierre Fabre, arrivé en seconde position ne veut pas reconnaître sa défaite. Après avoir tenté en vain par le biais de Pédro Amouzou, un journaliste reconverti à la politique, mais qui n'a aucune maîtrise en la matière, et vice-président de la CENI, d'empêcher la proclamation des résultats par Taffa Tabiou, le président de l'institution chargée de l'organisation et de la supervision des élections, Jean-Pierre Fabre se tourne vers la rue désormais, comme il en a l'habitude depuis 2010. Sans aucune preuve, il dit avoir gagné la présidentielle du 25 avril 2015 avec



Jean-Pierre Fabre

un peu plus de 52% des voix contre 43% pour le vrai gagnant et se permet même de s'autoproclamer président de la république. Lors de sa première sortie pour un meeting d'après l'élection, celui que certains appellent ironiquement « le président de la république de la plage », dit ne pas vouloir baisser les bras et compte reprendre sa supposée victoire. L'on se rappelle de l'une de ses interventions sur RFI où il disait compter sur la mobilisation populaire pour la revendication, une mobilisation qui a eu à faire ses preuves en 2010 lorsqu'il contestait les résultats de l'élection présidentielle de Mars de la même année, et où à un moment donné, elle s'est retrouvée essoufflée, montrant par là même, la

désapprobation d'une partie des Loméens qui plaçaient naïvement leur confiance en Fabre.

Aujourd'hui, Fabre veut reproduire la même chose. Et c'est ce qui agacerait certains sages de son parti l'ANC. Selon les informations en provenance de l'entourage du parti, l'attitude de Jean-Pierre Fabre, suite à sa défaite à la présidentielle du 25 avril 2015, est âprement discutée ces derniers jours. Et nombre de ces sages trouvent déplacé le comportement du président du parti. Un jeune cadre de l'ANC a confié à un de ses cousins, que depuis, les sages tentaient de raisonner Jean-Pierre Fabre, mais que ce dernier ne voulait rien entendre. Pour ces sages, Fabre doit cesser cette contestation qu'il juge inutile et tirer les leçons de son échec, un échec qu'ils ne pensent pas que c'est n'est pas la fin de la vie. Le cousin en question qui pense pour sa part que Fabre a fait un score honorable, dit que les sages disent être embêtés par cette attitude qui met le parti dans une position inconfortable vis-à-vis de la communauté internationale. « Il faut qu'il comprenne que nous n'avons pas gagné l'élection et qu'il ne sert à rien d'engager un bras de fer », c'est ce

qu'aurait déclaré l'un des sages lors d'une discussion informelle entre quelques cadres du parti à son domicile, la semaine dernière.

De nos jours, c'est la presse qui est mise à contribution par le leader de l'ANC pour vilipender certains présidents des pays amis du Togo et autres institutions internationales pour avoir dit la vérité sur l'élection et surtout pour avoir félicité le président élu Faure Gnassingbé. Ceci a été condamné par l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), qui a dans un communiqué rendu public le 11 mai 2015. « Cette façon de s'en prendre à ces personnalités et institutions internationale est de nature à ternir l'image de la presse togolaise... » dit le communiqué qui invite par ailleurs les responsables d'organes de presse à prendre conscience de leur responsabilité sociale et à œuvrer ainsi pour l'apaisement et le rayonnement du Togo sur le plan international.

Vivement que Fabre et ses amis reviennent à la raison, car comme l'a toujours dit le président élu, Faure Gnassingbé, le pays a besoin de tout le monde pour son développement y compris l'opposition politique.

LM

Présidentielle du 25 avril 2015 LA DIASPORA TOGOLAISE EN AFRIQUE DU SUD PAR LA VOIX D'HERVÉ TCHOUKUI FÉLICITE FAURE GNASSINGBÉ POUR SON ÉLECTION ET FORMULE DES DOLÉANCES

Suite à l'élection de Faure Gnassingbé à la dernière présidentielle au Togo, les réactions ne cessent de pleuvoir d'un peu partout au quatre coins du monde. Des chefs d'Etat des pays amis en passant par les présidents et responsables d'institutions internationales comme l'OIF, la CEDEAO, l'Union Africaine, l'ONU, tous ont félicité Faure Gnassingbé pour sa brillante élection à la tête du Togo.

Il en est de même du côté de la diaspora togolaise en Afrique du Sud, qui a également manifesté sa joie suite à l'élection de Faure Gnassingbé, ceci par la voix de son porte parole Hervé Tchoukui. Pour ce dernier, c'est une bonne nouvelle que d'apprendre que c'est Faure

Gnassingbé qui va conduire la destinée du Togo pour les 5 prochaines années. « Nous sommes très contents et très ravis que ce soit lui qui doit conduire le pays pour au moins les 5 prochaines années », a précisé Hervé Tchoukui. Au nom des togolais vivants en Afrique du Sud, il a souhaité plein succès à Faure Gnassingbé dans toutes ses entreprises et dans la gouvernance du pays. « On ne Change pas une équipe qui gagne » a lancé M. Hervé.

S'agissant des doléances que la diaspora formule à l'endroit de Faure Gnassingbé, Hervé Tchoukui est revenu sur la nécessité pour le pays d'ouvrir une représentation diplomatique togolaise en Afrique du Sud,



Hervé Tchoukui, Porte parole de la Diaspora togolaise en Afrique du Sud

car cela permettra de résoudre quelques petits problèmes auxquels font face les togolais vivants en Afrique du Sud. « Tout ce que nous pouvons lui demander, c'est qu'il pense à L'Afrique

du Sud pour que nous puissions être représentés. Le Togo est le seul pays qui n'a pas de représentation en Afrique du sud. Je suis sûr que le Président et son cabinet travaillent pour cela. Nous souhaitons que cela

puisse se réaliser », a-t-il formulé. Pour lui, à défaut d'une ambassade, un consulat aussi pourrait faire l'affaire. Hervé Tchoukui estime des sommes énormes pour par exemple des documents qui ne coutent absolument rien au Togo. Et que la présence d'une représentation diplomatique togolaise contribuerait à réduire tous ces frais. Il s'est facilité du travail qui a été déjà fait par le président de la république depuis quelques années et demande aux togolais de permettre à Faure Gnassingbé de faire ce qu'il a à faire et de lui permettre de mettre en œuvre ce qu'il a comme plan pour le Togo.

LM

TAFFA TABIOU DEMANDE AUX REPRÉSENTANTS DU CAP 2015 À LA CENI DES EXCUSES ÉCRITES AVANT LA LEVÉE DU BLÂME QUI PLANE SUR LEUR TÊTE

Les cinq (5) représentants du Combat pour l'alternance politique en 2015 (CAP 2015), interdits d'accès aux locaux de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) n'auront pas accès auxdits locaux avant d'avoir présenté des excuses par lettre écrite à l'Assemblée plénière de la commission.

C'est le blâme qu'a décidé la 73^{ème} assemblée plénière de la CENI vis-à-vis des représentants du CAP 2015 au sein de cette institution. L'information a été rendue publique vendredi par un courrier-réponse adressé par le président de la CENI, Issifou Taffa Tabiou aux 5 représentants du CAP 2015.

Que reproche la CENI à ses membres ? A travers cette réponse relativement longue, le président de la CENI retrace tous les griefs retenus contre eux.

"Je suis heureux que dans votre lettre, vous citez des

dispositions électorales qui vous donnent des droits. Toutefois, je constate que vous oubliez délibérément de dire que le même code vous impose des règles à respecter, conformément au serment prêté devant la Cour constitutionnelle. C'est ainsi qu'en violation flagrante du code électoral et du serment que vous avez prêté, vous vous êtes permis de communiquer aux médias à partir du siège de votre coalition, CAP 2015 et sur la base des données collectées par celle-ci, des résultats contraires à la compilation faite par chaque CELI et affichée à leur siège. En outre, aucune disposition du code électoral auquel vous êtes si bien allusion, ne vous autorise à annuler des suffrages, prérogative dévolue exclusivement à la Cour constitutionnelle ainsi que le prévoit l'article 143 du code électoral. Cet aboutissement de votre stratégie éclair, explique vos multiples tentatives de diversions et de blocage



Taffa Tabiou, Président de la CENI

déployées au cours des trois pénibles jours du recensement général du vote", lit-on dans le courrier.

Selon Taffa Tabiou, ces tentatives de diversions et de blocage sont entre autres "le refus de reconnaître les résultats sortis des urnes reportés sur les procès-verbaux des CELI, la volonté de se substituer à la Cour constitutionnelle pour opérer à sa place des

redressements d'ailleurs mineurs qu'elle seule est habilitée à opérer, l'insolence manifeste dans vos interventions à l'égard de vos collègues et des autres institutions de la République, trouble à la sérénité qui devrait caractériser l'opération de centralisation des résultats en provenance des CELI, le hurlement intempestif au cours des travaux, les coups de poing répétés sur les tables, agressions physiques sur les experts

et autres membres, la menace de mort à l'égard des autres membres".

Taffa Tabiou reproche également à ses collègues leur attitude à vilipender les autres membres de la CENI sur les médias "malgré la proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle alors qu'en votre âme et conscience, vous savez ce qui est", a-t-il indiqué.

Afree Press

PROGRÈS NOTABLES AU TOGO SELON LE PAPE FRANÇOIS

Le Pape François a reçu en audience ce lundi dans le cadre de leur visite ad limina à Rome les évêques togolais, a rapporté Radio Vatican. Selon nos confrères, après avoir indiqué que le dialogue interreligieux est une condition nécessaire pour la paix dans le monde, le Saint-Père les a exhortés à « persévérer » sur la voie de « la cohabitation pacifique notamment avec l'islam compte tenu du contexte actuel en Afrique occidentale ». Intervenant sur le rôle joué par l'Église au sein de la société togolaise, le successeur de Benoît XVI a noté que « ces dernières années des progrès notables ont été accomplis dans les champs social et politique, l'Église y a largement contribué ». Il a salué les efforts déployés en faveur de la justice et la réconciliation, en particulier à travers « les travaux de la Commission Nationale Vérité Justice et réconciliation ». Le Saint-Père a invité les évêques à

faire en sorte que l'Église prenne « la place qui lui revient dans le processus de réformes institutionnelles en cours ». Un encouragement qui ne concerne pas seulement le Togo mais l'ensemble du continent... « l'Église en Afrique, indique le Saint-Père, doit contribuer à édifier la société en collaboration avec les autorités gouvernementales et les institutions publiques et privées engagées dans l'édification du bien commun ». Une mission qui doit cependant s'accomplir en veillant à « ne pas entrer directement dans le débat ni les querelles politiciennes, tout en ayant à cœur de former, d'encourager et d'accompagner des laïcs – dont c'est le rôle – capables de s'investir au plus haut niveau dans le service de la Nation et de prendre des responsabilités ».

Le Pape a par ailleurs évoqué la vitalité de la famille africaine, « accueillante à la vie » et



Le Pape et évêques du Togo

respectueuse des personnes âgées, tout en appelant les évêques à la vigilance. « Le Togo, a-t-il déploré, n'est pas épargné par des attaques idéologiques et médiatiques, aujourd'hui

répandues partout, qui proposent des modèles d'union et de familles incompatibles avec la foi chrétienne ».

Focusinfos.net

Lu sur le net !

Exprimer ses sentiments Savez-vous dire je t'aime ?

Nombreux sont les amoureux suspendus à ce "Je t'aime", sésame d'une relation sentimentale véritable. Aimer et se sentir aimé, tout est là ! Quel est le rôle de ces déclarations dans la dynamique amoureuse ? Pourquoi sont-elles si importantes et redoutées, à la fois ? La psychologue-clinicienne Rose-Marie Charest nous explique ce qui se joue d'emblée derrière ces trois mots.

Vous deux, c'est le big love ! À un détail près. Quand va-t-il (elle) donc se décider à vous dire "Je t'aime !" . Derrière cette déclaration universelle d'amour, tant attendue, ou redoutée, se cache des enjeux, des attentes, comme des réticences. Le premier "je t'aime" reste une étape charnière dans la dynamique amoureuse, loin d'être anodine. "En le formulant, on ouvre grand la porte de la relation amoureuse" explique la psychologue clinicienne Rose-Marie Charest. Une fois ce sésame prononcé, on peut consciemment espérer construire. Au-delà de sa valeur romantique, "Je t'aime" marque indéniablement la fin de la phase d'exploration, au profit de l'engagement.

Les enjeux de taille du "Je t'aime"

Le premier "Je t'aime" n'est pas dû au hasard. Loin s'en faut. Qu'il soit murmuré, ou clamé. Qu'il vous ait échappé sous le coup de l'émotion, ou bien qu'il soit longuement mûri... Ces trois mots charmants impliquent avant tout un engagement, qui plus est à long terme. Auquel s'ajoute dans la majorité des cas une promesse d'exclusivité. C'est ainsi ! On ne dit pas "je t'aime", en pensant, mais j'aime aussi la voisine, ou cet inconnu rencontré dans le train... D'où l'importance de ne pas se lancer à la légère. Mieux vaut attendre de les ressentir. Pour Rose-Marie Charest, "il exige une capacité d'intégration, c'est l'ensemble de moi qui aime, l'autre dans sa globalité". Clé de voûte dans la relation amoureuse, le "Je t'aime", en dit long sur ce qu'il (elle) est prêt(e) à faire rien que pour vos yeux.

Panne de "Je t'aime"... Les peurs inconscientes

Il adore votre mère, elle supporte vos chaussettes roulées en boule au milieu de la chambre... Alors pourquoi ce "je t'aime" tout simple, se fait-il attendre ? Pour certains c'est tout bonnement une épreuve, parfois même insurmontable. Comme s'il se jouait à leur insu un conflit entre leurs aspirations et leurs peurs. Lesquelles peuvent prendre différentes formes. Dire "je t'aime" peut réveiller, en premier lieu la peur de l'engagement. Explications : "En déclarant sa flamme, on s'engage à choisir et donc à renoncer" développe Rose-Marie Charest. Avec à la clé, la possibilité de perdre sa liberté. Une valeur plus qu'en hausse à notre époque.

Autres motifs, plus courant qu'on pourrait le penser : des difficultés à s'affirmer. Qui entraînent chez certains, la peur de se perdre dans la relation. Ou encore l'angoisse de ne pas être à la hauteur des attentes que cela suscite chez l'autre. Des attentes qui, on le sait, risquent de déferler, une fois le "je t'aime" enfin articulé. Car enfin quoi, ce n'est pas tout de le dire....

Difficultés à s'exprimer ou erreur sur la personne !

Les freins à s'exprimer sur la question de l'amour sont légion. À ce titre, une réelle difficulté à mettre en mots ses sentiments, est à prendre en compte. En particulier pour les hommes. Toutefois, même si cela demande un effort, le formuler est important. "Dans le cadre d'une relation amoureuse, il est tout à fait légitime d'attendre un je t'aime", insiste Rose-Marie Charest.

(A suivre)

Contestation des résultats de la présidentielle LA MAJORITÉ SILENCIEUSE EXHORTE FABRE ET SES ACOLYTES À FAIRE COMME « ED MILIBAND, NICK GLEGG ET FARANGE » EN GRANDE BRETAGNE



Les membres de la Majorité silencieuse

Après la brillante victoire de leur candidat, Faure Gnassingbé à l'élection présidentielle du 25 avril dernier, les associations membres de la Majorité Silencieuse, ont organisé une



Agbessi Koffi

réjouissance populaire le samedi 11 mai 2015 sur le terrain de CEFER à Lomé. Une occasion pour les responsables de la majorité silencieuse d'exhorter les candidats malheureux de la présidentielle spécialement, le candidat contestataire des résultats et autoproclamé, Jean-Pierre Fabre, candidat du Combat pour l'alternance Pacifique en 2015, à faire comme « ED Miliband, Nick Glegg et Nigel Farage » en Grande Bretagne, qui juste après leur défaite à l'élection législative du 7 mai, ont tout simplement reconnu leur défaite et ont démissionné à la tête de leur parti.

« Nous sommes très content d'être togolais et je pense que dans l'habitude des togolais la reconnaissance est un fait. Vous savez que avant le début de cette l'élection présidentielle, c'est des prophéties, que pas les réformes on ne peut pas avoir une élection apaisée. Mais ce matin, nous les jeunes, militants du parti Unir, sommes sortis pour dire merci à Dieu parce que après ces élections avant, pendant et



Agbessi Koffi (au micro) et quelques membres du bureau

maintenant il y a cette paix qui règne. Nous voulons également louer les efforts des autorités et des acteurs politiques qui sont vraiment engagés dans cette course. Je dirai que tout le monde a fait ses efforts malgré la peur qui animait le cœur des togolais pour que ce message de non-violence soit transmis, et au-delà de tout cela, notre joie c'est de voir notre candidat élu par la majorité des togolais», a martelé le coordonnateur de la majorité silencieuse, Koffi Agbessi.

La majorité silencieuse a par ailleurs salué le climat pacifique dans lequel s'est déroulé tout le processus. « Ce que nous célébrons aujourd'hui, ce n'est pas tant la victoire de notre président qui était évidente pour tous les observateurs avisés. Ce pour quoi nous sommes si joyeux, c'est ce climat de démocratie apaisée qui grandit le Togo », a-t-il poursuivi.

Les responsables de ce regroupement d'associations affiliées au parti Union pour la République (Unir), ont tout de même invité leurs militants à prier fort pour le



Les membres de la Majorité silencieuse

président Faure Gnassingbé afin qu'il puisse accomplir en toute beauté sa mission et d'être à la hauteur des attentes des uns et des autres.

Charles

Programme de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres

UNE ETUDE RECOMMANDE LE RENOUVELLEMENT DE L'ÉQUIPEMENT DE 180 CENTRES MÉTÉOROLOGIQUES ET MÉTROLOGIQUES SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE

La question de la mise en place d'un système d'alerte précoce contre les catastrophes naturelles a fait objet d'une étude commanditée par le gouvernement togolais. Les résultats de cette étude ont été présentés le mardi 7 avril 2015 à Lomé, au cours d'un atelier organisé à cet effet, et qui a rassemblé des cadres du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et des experts en la matière.

En effet, entre 2007 et 2010, des inondations les plus dévastatrices consécutives à des pluies diluviennes, ont affecté plusieurs zones du territoire national. Pour endiguer ce fléau, le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, dans le cadre de son projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres, a commandité une étude qui a permis d'identifier et de quantifier les besoins météorologiques et hydrologiques dans les régions des Plateaux, Centrale, Kara et des Savanes.

A l'ouverture des travaux de présentation des résultats de ladite étude, le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, Sama Boundjou représentant son ministre de tutelle a indiqué dans son intervention que, face aux catastrophes notamment, les inondations qui sont devenues récurrentes, le gouvernement a développé un plan d'action axé sur la gestion des urgences qui a prioritairement pris en compte les actes humanitaires.

Selon lui, après cette phase de gestion de l'urgence, il est apparu nécessaire de franchir un nouveau palier dans la résolution de ce problème. Ce qui s'est concrétisé en 2011 par l'élaboration d'un vaste projet dont la mise en œuvre doit permettre à terme d'accroître la capacité de résilience des



Photo de famille des participants

populations face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles.

Il a ensuite souligné que le Système d'Alerte Précoce (SAP) lancé le 20 mars dernier a de nombreux défis à relever. Des défis parmi lesquels, la réalisation de l'état des lieux de besoins hydrologiques et météorologiques, surtout les catastrophes auxquelles le Togo fait face et qui sont essentiellement hydro météorologiques.

«Ce Système d'Alerte Précoce (SAP) national élaboré doit permettre, lorsqu'il est bien opérationnel, d'alerter les communautés des événements d'inondation possible à venir et leur permettre de prendre les mesures appropriées pour protéger les vies et les biens. Ce qui nécessitera une collaboration plus accrue entre les services nationaux en charge de l'hydrologie et de la météorologie et la Croix Rouge togolaise pour mieux animer ce système », a-t-il précisé.

Le professeur Adoté Blim Blivi, coordonnateur du centre de gestion du littoral et de l'environnement de

l'université de Lomé, consultant sur le projet, a relevé l'importance du renouvellement du personnel qui exerce dans les centres de météorologie et de météorologie dont les compétences ont été amorties. Il faut désormais de la compétence, a-t-il ajouté. Il a indiqué qu'une étude dénommée « étude d'identification des besoins et nouveaux éléments pour constituer la nouvelle plateforme et d'équipement pour la météorologie et la météorologie » a été présentée aux cadres du ministère pour une décision à prendre en vue de renforcer le système d'alerte précoce.

Le Dr Koffi Hounkpé, spécialiste en gestion des risques et des catastrophes au bureau de la banque mondiale au Togo, a réaffirmé la volonté de son institution d'être toujours aux côtés du Togo pour apporter son aide, comme c'est le cas de par le passé où la banque mondiale a fourni du matériel de secours aux acteurs qui interviennent dans la gestion des catastrophes naturelles.

Les résultats présentés le 7 mai dernier, relèvent que toutes les stations climatologiques,

synoptiques et pluviométriques doivent être rénovées par des équipements de nouvelle génération. Leur réalisation, à travers un contrat de service peut bien être confiée à la DMN pour les stations climatologiques et synoptiques, et au centre de gestion intégrée du



Morou Amidou, Coordonnateur du projet PGICT

littoral et de l'environnement pour les équipements automatiques (OREGON, Ventage Pro2, Models XZC2-2H, XZC2-2C, XZC2-2D). La direction de l'hydrologie assurera les d'installations des limnimétriques et des limnigraphes.

Une période de 5 ans est

jugée convenable selon l'étude, pour pourvoir en nouveaux équipements de mesure météorologie et d'hydrologie. Il est également prévu la formation diplômante professionnelle (Licence Pro en base de données météo-hydro) et ingénieurs au titre de cadres moyens de météorologie et d'hydrologie.

Outre les centres de santé et les gendarmeries capables de recevoir et d'installer un équipement, il faut compter sur les directions des collèges et lycées pour les postes pluviométriques.

Le budget sur 5 ans est de l'ordre de 2 milliards de FCFA avec pour objectif de disposer d'un système d'alerte efficace, capable de prévenir les populations en amont.

Le coordonnateur du projet PGICT, Morou Amidou, s'est réjoui du travail élaboré et indiqué que ce besoin de renouvellement d'équipement des centres de météorologie sur toute l'étendue du territoire national, permettra à la

population d'être informée avant que ne se produise la catastrophe, ce qui permettra aussi bien au gouvernement qu'à la population de prendre des dispositions de protection.

LM

Lire le résumé des résultats de l'étude à la page 7

Journée de l'Europe

L'AMBASSADEUR DE L'UE AU TOGO, NICOLAS BERLANGA, RECONNAIT LA TRANSPARENCE DE LA PRÉSIDENTIELLE DU 25 AVRIL 2015

La journée de l'Europe est célébrée le 9 mai de chaque année. Mais cette année, c'est en différé que la délégation de l'Union Européenne a célébré cette journée au Togo, le lundi 11 mai 2015. Occasion pour l'ambassadeur de l'UE au Togo, Nicolas Berlanga, de revenir sur l'élection présidentielle du 25 avril 2015, qui a consacré le candidat du parti Union pour la République (UNIR), Faure Essozimna Gnassingbé vainqueur avec 58,77% des voix. Pour l'ambassadeur de l'UE, l'élection présidentielle a été une élection réussie aussi bien dans l'organisation que dans la transparence, contredisant ainsi le

candidat de CAP2015 et ses amis qui ne cessent de dire à qui veut bien l'entendre que l'élection n'a pas été transparente et qu'il aurait eu des irrégularités qui entachent la sincérité du scrutin.

L'on imagine comment une telle déclaration va être perçue par Jean-Pierre Fabre et ses acolytes. Et on comprend dès lors leur absence à cette journée.

Voilà qui vient aussi tout dire sur ce qui s'est passé lorsque des indiscretions annonçaient le passage d'Aimé Gogué et de Jean-Pierre Fabre aux bureaux de l'UE, il n'y a pas longtemps et se demandaient ce qui a pu bien se passer. Il n'y a



Nicolas BERLANGA MARTINEZ

plus de doute que la représentation de l'UE a signifié aux deux candidats malheureux que leur contestation n'avait pas de sens et qu'il valait mieux se soumettre à la volonté populaire qui s'est manifestée le 25 avril 2015.

« La liberté de mouvement

lors de la campagne électorale récente, l'absence de violence dans la journée du 25 avril et les jours d'après, le comportement responsable des médias, le professionnalisme de la FOSEP, la machine électorale affinée qui a déployé à temps le matériel et a facilité

l'activation des bureaux de vote. Toutes ces améliorations par rapport aux scrutins précédents font que le Togo sort gagnant de ce processus », a affirmé M. Berlanga-Martinez qui s'est réjoui de ces pas en avant et félicité tous les candidats, le vainqueur et les vaincus ; et avec eux, le peuple togolais.

L'on se rappelle que l'UE a financé l'observation de la présidentielle au Togo à travers les observateurs de la Concertation Nationale de la Société Civile (CNSC) qui étaient au total 1200 et qui ont validé le scrutin en attestant de sa transparence et de sa légalité.

Tchaboré

RESUME DE L'ETUDE

Faisant suite à la notification du marché n°003/2014/AMI/MERF-PGICT/PI/BM-IDA du 31 juillet 2014, le Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement de l'Université de Lomé a reçu l'ordre de service n°0015-1/PI/007/2014 l'autorisant à engager : l'Etude d'Identification et de Quantification des Besoins Météorologiques et Hydrologiques dans les Régions des Plateaux, Centrale, Kara et Savanes.

Les termes de référence de cette étude relèvent l'étude diagnostique des dispositifs hydrologiques et météorologiques de la Région Maritime initiée en 2010 dans le cadre de la Deuxième Communication Nationale sur les Changements climatiques. Le PGICT, résumant le contexte ouest-africain sous les conditions de phénomènes catastrophiques enregistrés en 2007, tenant compte des scénarios climatiques établis pour les horizons 2025 et 2050, s'inscrivant dans la démarche continue du cadre d'Action de Hyogo, considérant le cadre de référence mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, obtenant du financement auprès de la Banque Mondiale, le Fonds pour l'Environnement Mondial, de TerrAfrica et de l'Union Européenne, a engagé avec forte résolution la connaissance des états des stations hydrologiques et météorologiques des quatre autres régions du Togo.

Il est retenu par tous les acteurs que les données sont les moteurs de l'analyse, de la prévision des phénomènes bien connus tels que les inondations, les sécheresses qui entravent lors des saisons les progrès de développement des régions du Togo.

L'objectif de l'étude est de détailler l'état des deux réseaux météorologiques et hydrologiques composés de stations opérationnelles créées à des dates différentes et de fournir une analyse pragmatique devant orienter, à partir des mesures de correction, les trajectoires à suivre pour une meilleure réseautique des composantes : observatoires, enregistrement des données et archivages, utilisation et mise à disposition de notes techniques pour des décisions de gestion des risques de catastrophes. Les besoins nécessaires évalués sont jugés importants pour améliorer la capacité technique.

Cette étude est décomposée en quatre études

régionales : Plateaux, Centrale, Kara et Savanes. Chaque volume comporte 8 chapitres sur les stations météorologiques et hydrologiques, et entre autres sur les mesures de correction, la planification spatiale, les besoins et l'évaluation des coûts des stations. Une projection des acquisitions est également proposée pour une optimisation progressive de la réseautique sur l'ensemble du territoire.

La mission d'audit des stations de la Région des Plateaux a eu lieu du 1er au 6 septembre 2014, de la Région des Savanes du 2 au 5 novembre 2014, de la Région de la Kara du 6 au 10 novembre 2014 et de la Région Centrale du 11 au 15 novembre 2014. Elle a été guidée par le Professeur Adoté Blim Blivi, conduite par les Assistants-Doctorants du CGILE soutenus par les Professionnels des Directions de la Météorologie Nationale et de l'Hydrologie. Deux équipes constituées, suivant une feuille technique de levé de stations établie, ont accédé aux stations, levé les informations géoréférencées, discuté la maintenance, l'archivage, constaté l'environnement et décrit la situation existante, établi le schéma d'itinéraire appuyé par une image spatiale obtenue à partir du google earth et dressé un commentaire sur l'état opérationnel de la station. La mission a rencontré le personnel permanent et bénévole.

L'étude de la Région des Plateaux a porté sur 47 stations météorologiques et 14 stations hydrologiques réparties en divers sites géographiques de plaines, de plateaux et de collines.

Les stations météorologiques se composent de 39 postes pluviométriques, 5 stations climatologiques, 2 stations synoptiques et 1 station automatique (ventage). Les stations hydrologiques se composent de 7 stations équipées à la fois de radars, d'échelles limnimétriques et limnigraphes et de 7 stations d'échelles limnimétriques et limnigraphes.

L'étude de la Région des Savanes a porté sur 22 stations météorologiques et 7 stations hydrologiques réparties en divers sites géographiques de plaine et de plateaux. Les stations météorologiques se composent de 20 postes pluviométriques, 0 station climatologique et 2 stations synoptiques. Les stations hydrologiques se composent de 7 stations équipées d'échelles

limnimétriques et limnigraphes.

L'étude de la Région de la Kara a porté sur 50 stations météorologiques et 10 stations hydrologiques réparties en divers sites géographiques. Les stations météorologiques se composent de 43 postes pluviométriques, 5 stations climatologiques et 2 stations synoptiques. Les stations hydrologiques se composent de 10 stations équipées d'échelles limnimétriques et limnigraphes.

L'étude de la Région Centrale a porté sur 30 stations météorologiques et 7 stations hydrologiques réparties en divers sites géographiques de plaine et de plateaux. Les stations météorologiques se composent de 27 postes pluviométriques, 2 stations climatologiques et 1 station synoptique. Les stations hydrologiques se composent de 7 stations équipées d'échelles limnimétriques et limnigraphes.

Des stations ne respectant plus les normes et les conditions réelles de sites d'implantations sont à réinstaller dans d'autres sites convenables tels que : les centres de santé, les postes de gendarmerie. Les collèges et les lycées sont aussi indiqués pour installer des équipements.

Les structures d'Etat ont été visitées par la mission afin de s'assurer de l'exploitation des données, de la collaboration de partage des données et de la coopération structurelle. Les initiatives privées, associatives ont été rencontrées. Les niveaux de responsabilité ont été ciblés en terme de gestion des postes pluviométriques, de valorisation des paiements des agents essentiellement bénévoles et également en termes d'appui logistique et matériel de fonctionnement.

Les chapitres un à quatre portent sur l'inventaire des stations météorologiques et hydrologiques, présentant l'état réel des équipements constaté sur les différentes stations. Les chapitres cinq à huit définissent le cadre de réhabilitation de toutes les stations, le maillage de 20 km x 20 km utilisé pour installer les nouvelles stations dans les régions et les coûts afférents des trois phases d'installations essentielles. Les formations sont proposées, les recrutements et les moyens de la réseautique figurent dans le dernier chapitre.

**Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur rural

